

évaluation des progrès du **G8 PAR RAPPORT**
à ses promesses envers l'Afrique

LE RAPPORT DE DATA POUR 2006

resume **FRANCAIS**

REMERCIEMENTS

Nous aimerions remercier les membres du conseil de DATA: Patty Stonesifer, Susie Buffett, John Doerr, Mort Halperin, Bobby Shriver, Bono et Joe Cerrell; ainsi que les membres du Comité Consultatif de DATA: Monseigneur Njongonkulu Ndungane, Youssou N'Dour, Amre Youness, Dick Kiphart, Ed Scott, Ned Jannotta, Trevor Neilson et David Lane.

Nous remercions aussi les nombreux amis et collègues dans le monde, dans et hors des gouvernements et les agences d'aide au développement officielles, qui ont conseillé DATA. Ils savent qui ils sont, et alors que nous leur sommes éternellement reconnaissants de leur aide, leur responsabilité n'est nullement engagée en ce qui concerne l'analyse ou les conclusions que nous en avons tirées ni les erreurs qui pourraient apparaître. Ce rapport n'aurait pas pu être possible sans les statisticiens du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE qui ont fourni ces statistiques, ni sans le travail infatigable de Judith et Tony de Development Initiatives. Nous voulons en particulier remercier les millions de personnes qui font toujours campagne pour en finir avec la pauvreté, notamment en Afrique, Bob Geldof, et les milliards de personnes dans le monde qui ont participé à Live 8.

“
**NOUS
POUVONS
ÊTRE CETTE
FANTASTIQUE
GÉNÉRATION
QUI EN FINIRA
AVEC LA
PAUVRETÉ**
”



En 2005 nous avons franchi des pas énormes dans la lutte contre la pauvreté et je suis fier de tous ceux qui se sont joints aux campagnes menées dans le monde pour en finir avec la pauvreté.

C'est parce que vous vous êtes alliés et avez agi d'un seul corps, que les leaders dans le monde ont fait des promesses qui ont le potentiel d'aider des millions de personnes à s'échapper de la prison de la pauvreté. C'est une réussite magnifique. Mais voici maintenant la tâche difficile de faire que nos gouvernements transforment leurs promesses en actions qui sauveront des millions de vies.

Nous pouvons continuer à faire vivre Live 8. Nous pouvons être cette fantastique génération qui en finira avec la pauvreté. Mais pour cela, nous devons faire tenir ces promesses les unes après les autres. N'abandonnez pas maintenant – faites savoir à vos hommes politiques que vous surveillez chaque mesure qu'ils prennent. Ils ont fait des promesses – maintenant ils doivent les tenir.

NELSON MANDELA

INTRODUCTION

En juillet 2005, les leaders des nations du G8¹ se sont réunis à Gleneagles, en Ecosse, et ont fait un ensemble de promesses historiques visant à tenter de mettre un terme à l'extrême pauvreté de l'Afrique, le genre de pauvreté qui fait que trois maladies à elles seules, des maladies évitables et curables, le SIDA, la tuberculose et la malaria, coûtent, chaque jour, la vie à 9 000 hommes, femmes et enfants africains.

Par ces promesses, le G8 a indiqué qu'il était à l'écoute de ce qui est devenu, au cours de 2005, l'un des plus grands mouvements civils de l'histoire. Des milliards de personnes, dans le monde entier, ont regardé les concerts Live 8, et des millions ont participé à l'Appel Mondial à l'Action contre la Pauvreté. Le mouvement appelait à la justice, pas à la charité. Ce n'était pas de l'argent qu'il demandait aux gens, c'était leur voix. Dans plus de 80 pays, les gens se sont rassemblés avec un message commun : en finir avec la pauvreté.

Le G8 ne s'est pas engagé à la hauteur de toutes les demandes des participants à la campagne, ni de tout ce qui est nécessaire pour mettre un terme à l'extrême pauvreté en Afrique, mais l'ensemble d'initiatives sur lequel ils se sont mis d'accord il y a un an est susceptible de sauver et d'améliorer des millions de vies sur le continent le plus pauvre du monde. Si elles sont tenues, ces promesses contribueront à mettre un terme à la pauvreté de millions d'Africains.

Au moment de marquer le premier anniversaire de Live 8 et à l'approche du premier anniversaire de la réunion du G8 de Gleneagles, DATA a entrepris une analyse rigoureuse visant à examiner si certaines de ces promesses sont bien en passe d'être tenues. « Le Rapport de DATA pour 2006 » expose en termes clairs ce que les nations les plus puissantes du monde ont promis à l'Afrique l'année dernière, dans quelle mesure des progrès ont été réalisés par rapport à ces engagements et ce qui sera nécessaire, à la fois au niveau individuel et au niveau collectif, pour atteindre les objectifs convenus. Et notre action s'inscrit dans la durée: « Le Rapport de DATA » s'attachera à suivre l'évolution de ces promesses, tous les ans, jusqu'à ce qu'elles soient tenues.

UN PARTENARIAT GRANDISSANT QUI VISE À DONNER LA PRIORITÉ AUX PAUVRES

Le sommet du G8 de 2005 a été édifié sur la base d'un partenariat réunissant à la fois des pays riches et des pays pauvres, ces pays s'engageant tous dans un effort commun visant à combattre la pauvreté en Afrique. Alors que ce rapport se penche essentiellement sur les donateurs du G8, nous reconnaissons également que pour que cesse l'extrême pauvreté en Afrique, il est également nécessaire que les leaders africains tiennent les promesses qu'ils ont faites à leurs citoyens et à la communauté internationale. Les Africains qui s'efforcent de surveiller leurs gouvernements bénéficient de notre soutien total et nous demandons à tous les partenaires impliqués en matière de développement, depuis les fondations privées jusqu'aux gouvernements donateurs, en passant par les citoyens intéressés et les consommateurs, d'accroître leurs efforts pour soutenir les groupes, dans la société civile africaine, qui s'efforcent de quantifier et de surveiller les performances de leurs leaders.

Même si DATA est un sigle composé des initiales, en anglais, de Debt (Dette), SIDA (AIDS), Commerce en Afrique (Trade in Africa), il reprend également les initiales de démocratie (Democracy), responsabilisation (Accountability) et transparence (Transparency) pour l'Afrique. Notre but est de promouvoir l'augmentation des ressources et l'amélioration des politiques en matière de dette, de SIDA et de commerce, pour aider les gouvernements africains affichant les meilleurs résultats en matière de démocratie, de responsabilisation et de transparence. Cette approche vise à donner la priorité aux citoyens d'Afrique. Nous aimons l'appeler « conditionnalité ascendante. » Il s'agit là du pari de DATA.

Bien qu'au sein de DATA, les faits nous passionnent, il est tout aussi important à nos yeux de veiller à ce que ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté en Afrique ne soient pas réduits à une série de statistiques. Le développement n'est pas un produit, c'est un processus, et il affecte de vraies personnes qui doivent avoir le droit de décider de leur propre destinée.

La bonne nouvelle c'est que les Africains ordinaires bénéficient désormais d'une plus grande liberté pour observer leurs leaders de près. Nous avons pu assister, ces dernières années, à des élections plus fréquentes en Afrique, au renvoi de ministres corrompus, à une amélioration rapide des systèmes de

gestion du service public et à une plus grande facilité accordée à la société civile pour observer ses gouvernements. Dans le même temps, nous avons vu de véritables résultats pour ce qui est de l'aide au développement investie dans l'éducation et la santé : depuis quelques années, 15 millions d'enfants supplémentaires ont accès à l'éducation et 710 000 Africains supplémentaires qui ont besoin des médicaments salvateurs anti-SIDA y ont accès. Et tout cela a coïncidé avec la croissance des investissements étrangers, une croissance économique plus soutenue et des rythmes accélérés de réduction de la pauvreté dans de nombreux pays d'Afrique.

LE DÉFI: LA PERSPECTIVE 2007

L'une des constatations les plus importantes de DATA est que les données de qualité sont relativement difficiles à trouver. Des lacunes existent dans la disponibilité de données actuelles, précises et complètes sur la vaste gamme d'engagements pris par le G8, ainsi que sur le sous-ensemble de taille plus modeste évalué ici. Dans les cas où elles ne nous ont pas été entièrement divulguées par les gouvernements donateurs, nous l'indiquons. En plus de mettre en lumière les résultats que nous avons pu obtenir, ce rapport s'attache également à remettre en question le système de reporting sur l'aide au développement, et à inciter au débat sur les mécanismes pouvant être mis en place pour permettre au G8, ainsi qu'aux personnes agissant dans l'intérêt de l'Afrique, de surveiller avec plus d'efficacité et en temps réel les progrès réalisés par rapport aux engagements de Gleneagles notamment. Les pauvres d'Afrique et les contribuables des pays du G8 ne méritent rien de moins.

Dans ce document, le premier rapport de DATA post-Glencoe, nous nous concentrerons uniquement sur les engagements du G8 pour lesquels nous disposons actuellement des meilleurs jeux de données, même s'ils ne sont pas parfaits, et qui se rapprochent le plus étroitement de notre mission: la dette, le HIV/SIDA, le commerce et l'aide au développement. Il se concentrera également exclusivement sur l'Afrique subsaharienne qui est la région du monde présentant le plus grand écart entre la crise existante et le potentiel d'action. Nous espérons qu'il apportera une contribution utile au débat sur les politiques. Par-dessus tout, l'intention de ce rapport est de fixer un repère et de lancer un défi aux leaders du G8, dans l'attente du rapport plus détaillé et plus développé que DATA remettra avant le sommet du G8 de 2007 en Allemagne, au moment

où des jeux de données bien plus complets devraient être disponibles sur les progrès du G8 par rapport à toutes ses promesses.

Ce qui ressort clairement de ce rapport, c'est que les augmentations récentes de l'aide effective ont déjà des effets et souvent déjà des vies. Ce qui est également clair, c'est que le G8 n'en fait pas encore assez, ou ne fait pas ce qu'il a promis, pour élaborer sur ce succès prouvé. Le G8 est très loin du but par rapport à sa promesse commerciale envers l'Afrique, et les taux d'augmentation sont inférieurs de plus de moitié à ce qui a été promis en aide au développement et à la lutte contre le VIH/SIDA. Heureusement, il a tenu sa promesse concernant la dette. Le défi est désormais clair: pour se REMETTRE sur la voie, le G8 doit adopter un rythme agressif et plus soutenu, et offrir une augmentation minimum d'aide au développement en Afrique de \$4 milliards de dollars en 2006, et toutes les années suivantes, jusqu'en 2010. Il doit également faire preuve de plus d'ambition et de sens de l'urgence et mettre l'Afrique au cœur des discussions relatives au commerce international.

Alors que ce rapport met uniquement l'accent sur un groupe de promesses faites à Glencoe, DATA poursuit, comme toujours, son engagement envers les objectifs du millénaire pour le développement et envers le suivi des nations donatrices individuelles pour qu'elles s'efforcent d'atteindre l'objectif fixé à 0,7% du RNB. Notre action est parallèle à celle d'autres groupes qui oeuvrent pour d'autres régions du monde dans lesquelles l'extrême pauvreté est endémique, et qui bénéficient également de notre soutien. Mais nous nous concentrons, et restons concentrés, sur la région où elle semble être la plus enracinée, car nous savons que cette situation n'est pas une fatalité.

Les citoyens des nations africaines et les contribuables des pays du G8 ont le droit de savoir ce qui a été fait en leur nom. Ils doivent connaître les faits concernant les vies qui seront sauvées, les enfants qui seront scolarisés et les personnes qui bénéficieront de traitements médicaux si les promesses faites à Glencoe sont tenues. Il faut également qu'ils sachent qu'il reste bien plus à faire, de la part des leaders Africains et du G8, avant que le continent Africain puisse être débarrassé du chancre de l'extrême pauvreté.

JAMIE DRUMMOND

DIRECTEUR EXÉCUTIF DE DATA

QUELS SONT LES PROGRES DU G8 EN CE QUI CONCERNE SES PROMESSES FAITES A L'AFRIQUE?

RESUME

Les nations du G8 ont pris un certain nombre d'engagements historiques envers l'Afrique lors du sommet de 2005 à Gleneagles, dont notamment: l'annulation de la dette insoutenable à terme pour les pays les plus pauvres; l'augmentation de l'aide au développement; l'adoption commune d'un système commercial efficace pour l'Afrique; la lutte contre le VIH/SIDA et la malaria accompagnée du renforcement des systèmes de santé; l'élargissement de l'accès à l'éducation, à l'eau propre et aux systèmes d'assainissement; et le renforcement du soutien envers la bonne gouvernance, les efforts de maintien de la paix, les réponses humanitaires et le développement et l'infrastructure agricoles.

Le présent rapport s'attachera à mesurer les progrès effectués jusqu'à présent relativement à un sous-ensemble important des promesses historiques du G8 à l'Afrique, en particulier, celui qui concerne la dette, le VIH/SIDA, le commerce et l'aide au développement.² DATA publie ce premier rapport dans l'intention de fixer un repère et de lancer un défi. L'analyse suivante identifie des repères clairs à partir desquels le monde peut évaluer si le G8 est sur la bonne voie pour tenir les promesses faites à l'Afrique pour 2010, et lancer ainsi un défi clair au G8 pour qu'il les tienne. Il lance également le défi aux statisticiens et collecteurs de données qui, nous l'espérons, se montreront à la hauteur, d'améliorer la qualité des informations et des méthodes employées pour évaluer ces progrès.

LES ENJEUX SONT IMPORTANTS

La concrétisation de ces promesses envers l'Afrique signifie que d'ici à 2010:

- 4 millions d'Africains atteints du VIH/SIDA nécessitant de toute urgence des traitements salvateurs auront accès à ces derniers
- Chaque année, la vie de 600 000 enfants sera épargnée des conséquences de la malaria
- 30 millions d'enfants supplémentaires seront scolarisés

Au total, c'est au moins 4 millions de vies qui pourraient être sauvées d'ici à 2010 et des millions de personnes supplémentaires pourraient être tirées de la pauvreté.

LA MESURE DES PROGRES REALISES SUR LES ENGAGEMENTS DE GLENEAGLES: LA DETTE

Le G8 a convenu d'annuler 100% des dettes que certains des pays les plus pauvres et les plus endettés doivent au FMI, à la Banque Mondiale et à la Banque Africaine de Développement.

RAPPORT SUR LES PROGRÈS DE 2006 EN MATIÈRE DE DETTE: **SUR LA BONNE VOIE**

Le G8, en parallèle avec d'autres créanciers et actionnaires, a désormais tenu sa promesse d'annulation de 100% des dettes multilatérales de certains pays qualifiés. Etant donné que d'autres pays sont devenus éligibles depuis que cet engagement a été pris, les dettes de 19 pays sont désormais en passe d'être annulées et, au bout du compte, 44 pays pourraient bénéficier de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM).

Ces progrès doivent être applaudis. Pour rester sur la bonne voie, il faut cependant se montrer vigilant et veiller à faire en sorte:

- Que l'Association pour le Développement International de la Banque Mondiale (IDA) et la Banque Africaine de Développement soient entièrement réapprovisionnées à terme, afin de couvrir entièrement les coûts qu'elles subiront quant à l'annulation de la dette et que les ressources soient suffisantes pour pouvoir couvrir les 44 pays concernés au fur et à mesure qu'ils deviennent éligibles.
- Que, selon les termes du Communiqué, l'allègement de la dette ne dépende que de politiques qui renforcent la gouvernance démocratique, justifiable et transparente dans les nations débitrices.
- Que les bénéfices ne soient pas immédiatement annulés par l'accumulation de nouvelles dettes importantes par les pays. Que l'avenir soit placé sous le signe de nouvelles subventions plutôt que de nouveaux prêts.

Au bout du compte, d'autres pays pauvres plus endettés tels que le Lesotho et le Kenya devraient être éligibles pour le même allègement de dette, selon les mêmes conditions

anti-corruption strictes, et les donateurs devraient également s'efforcer d'adopter un processus transparent et équitable pour concilier les cas de dettes odieuses.

Sur l'allègement de la dette nigérienne, le G8 a concrétisé l'accord promis. Cet accord permettra d'atteindre, au bout du compte, l'objectif consistant à supprimer le fardeau de \$30 milliards que constitue la dette nigérienne et de libérer \$1 milliard par an pour permettre au Nigeria d'investir dans la réduction de la pauvreté. Cependant, pour obtenir cet accord, le Nigeria a remboursé \$11 milliards aux seuls donateurs du G8, ce qui représente près de la moitié de la somme totale accordée en aide au développement versée à l'Afrique subsaharienne en 2005. DATA est d'accord avec d'autres participants à la campagne sur le fait que les Ministères des Finances des pays du G8 auxquels ce paiement a été versé en 2005, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et l'Italie, ainsi que les autres créanciers ayant bénéficié des paiements de la dette, devraient rendre une grande partie, et de préférence, la totalité, du montant des remboursements de la dette pour que ceux-ci puissent être investis dans le développement en Afrique.

LES LEADERS EN MATIÈRE DE DETTE

Toutes les nations du G8 méritent d'être félicitées pour avoir respecté leur engagement et avoir conclu un accord avec les actionnaires du FMI, de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement.

LA MESURE DES PROGRES REALISES SUR LES ENGAGEMENTS DE GLENEAGLES: LE COMMERCE

Le G8 s'est engagé à conclure un accord de commerce mondial favorable au développement de l'Afrique, comprenant notamment: une réduction substantielle des subventions agricoles qui faussent les échanges commerciaux, l'ouverture des marchés aux produits africains, une aide significative au commerce et un espace politique adéquat permettant aux nations africaines de mettre au point et de diriger leur propres stratégies commerciales et de développement.

“
**La
 générosité
 que nous
 demandons
 peut sauver
 des millions
 des vies...
 nous
 pouvons
 le faire,
 et à ce
 moment-là,
 ce sera la
 meilleure
 chose que
 l'humanité
 aura jamais
 faite.**
 ”

BILL GATES

RAPPORT SUR LES PROGRÈS DE 2006 EN MATIÈRE DE COMMERCE: **TRÈS LOIN DU BUT: MANQUE D'AMBITION, ABSENCE DE SENS DE L'URGENCE ET DE PRIORITÉ SUR L'AFRIQUE**

A la conférence ministérielle de Hong Kong qui a eu lieu cinq mois seulement après le sommet de Gleneagles, les nations du G8 n'ont pas montré le sens de direction nécessaire pour indiquer qu'ils prennent les engagements de Gleneagles au sérieux.

RELATIVEMENT AUX SUBVENTIONS AGRICOLES: les ministres du Commerce ont convenu de supprimer les subventions à l'exportation d'ici à 2013, une date distante, mais aucun accord n'a été conclu sur la méthode selon laquelle le soutien intérieur faussant les échanges commerciaux pourrait être réduit sur les marchandises. La France et l'Italie sont des obstacles majeurs aux progrès sur les subventions agricoles dans leur ensemble; les Etats-Unis constituent un problème sur une subvention particulière, celle du coton, particulièrement préoccupante pour l'Afrique. Les Etats-Unis se sont également montrés réticents à s'engager envers des réductions plus importantes des subventions en l'absence d'un engagement supplémentaire de la part de l'UE sur une baisse des tarifs agricoles.

RELATIVEMENT À L'ACCÈS AUX MARCHÉS: aucun accord n'a été conclu sur la méthode d'ouverture des marchés par l'intermédiaire d'une baisse des tarifs. L'UE s'est montrée particulièrement réticente à offrir des engagements supplémentaires sur les tarifs agricoles en raison de la pression de certains de ses Etats membres, tels que la France et l'Italie. Les ministres du Commerce se sont mis d'accord sur un accès exempt de droits/de quotas pour 97% des produits originaires des PMD (pays les moins développés), ce qui leur laisse le choix de la décision sur les 3% devant faire l'objet de l'exemption. Toutefois, en l'absence d'un accord final sur tous les aspects de la négociation, il est possible que ces engagements ne soient pas concrétisés. Un nouvel accès aux marchés est particulièrement important pour certains des pays africains moteurs du développement régional qui ne font pas partie des PMD (Afrique du Sud, Nigeria, Ghana, Kenya), bien qu'ils ne bénéficient pas actuellement du droit aux mêmes dispositions améliorées d'accès aux marchés que les PMD.

RELATIVEMENT À L'AIDE AU COMMERCE: certaines nations du G8, dont notamment les Etats-Unis, l'UE et le Japon, se sont engagées à offrir des niveaux variables d'aide au commerce ou au renforcement des capacités commerciales; cependant, il n'est pas sûr que ces gages portent sur de nouvelles ressources ou que ces engagements soient honorés en cas d'échec des négociations. Dans l'ensemble, les leaders du G8 n'ont pas exposé en détail la manière dont cette aide cruciale sera déboursée ou attribuée.

RELATIVEMENT À L'ESPACE POLITIQUE: les pays africains doivent avoir accès à des mécanismes tels que le traitement spécial et différentiel, ainsi qu'à d'autres outils pour faire en sorte que leur intégration au système commercial multilatéral ne compromette pas leurs priorités de développement économique au niveau national. Certains de ces engagements sont contenus dans la déclaration de Hong Kong mais ils doivent être efficacement opérationnalisés et améliorés pour préserver le droit des pays africains à décider de leur propres stratégies commerciales et de développement.

A la suite de la conférence ministérielle de Hong Kong, les membres de l'OMC ont manqué la date butoir du 30 avril pour arriver à un accord sur la réduction des tarifs et des subventions. La prochaine conférence ministérielle est prévue pour la date à laquelle ce rapport doit être publié, le 29 juin 2006, avec l'espoir d'arriver à un accord sur ces thèmes clés avant le 31 juillet 2006. Il faut un plus grand sentiment d'urgence et une plus grande ambition de la part de tous les leaders du G8 pour surmonter les sensibilités politiques et conclure un accord véritablement efficace pour l'Afrique.

LES LEADERS EN MATIÈRE DE COMMERCE: Malheureusement, cette année, aucun des pays du G8 ne devance les autres sur les promesses faites à l'Afrique en matière de commerce.

LES PAYS À LA TRAÎNE EN MATIÈRE DE COMMERCE: D'un point de vue relatif, certaines des nations du G8 ont fait des efforts pour faire avancer les négociations: les Etats-Unis, par l'intermédiaire de leur proposition initiale pour réduire les subventions, et le Royaume-Uni grâce à ses efforts pour faire évoluer l'UE au-delà de ses sensibilités politiques et en direction d'un accord. En tant que protagoniste important

dans le commerce international et l'UE, l'Allemagne a maintenant l'opportunité de tirer parti de sa position en poussant l'UE en tant que bloc pour réaliser un accord orienté sur le développement. La France et l'Italie ont fait preuve de résistance envers les mouvements supplémentaires ciblant la baisse du soutien et des tarifs agricoles.

LA MESURE DES PROGRES REALISES SUR LES ENGAGEMENTS DE GLENEAGLES: L'AIDE AU DEVELOPPEMENT

Le G8 s'est engagé à avancer \$25 milliards supplémentaires en faveur de l'Afrique subsaharienne d'ici à 2010, ce qui représente le double des niveaux actuels, et à améliorer la qualité de l'aide au développement. Cet engagement envers l'Afrique représente la moitié de l'engagement total du G8 à faire passer l'aide mondiale à un niveau de \$50 milliards d'ici à 2010.

Certains membres du G8 (l'Allemagne, l'Italie, la France et le Royaume-Uni) ont fait des promesses supérieures à d'autres (Etats-Unis, Canada et Japon) par rapport à leur taille économique. DATA soutient des mouvements aux Etats-Unis, au Canada et au Japon qui demandent aux gouvernements d'accroître les sommes engagées. De plus, l'engagement collectif de \$25 milliards des donateurs est en fait insuffisant pour couvrir le total des coûts nécessaires pour atteindre les objectifs ambitieux promis tout au long du Communiqué, tels que l'accès quasi-universel au traitement contre le VIH/SIDA et l'enseignement primaire universel. Ce fait souligne l'importance d'agréments l'offre portant sur l'aide avec une offre portant sur le commerce pour que les Africains puissent gagner davantage pour financer leur lutte contre la pauvreté. Il souligne également combien il est important, d'une part de veiller à ce que les promesses existantes soient concrétisées, et d'autre part, à ce que de plus grands engagements soient obtenus de la part de ceux qui n'ont pas encore offert leur part proportionnelle.

RAPPORT SUR LES PROGRÈS DE 2006 EN TERMES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT: **COLLECTIVEMENT LOIN DU BUT, INDIVIDUELLEMENT VARIÉ. DOIT MIEUX FAIRE EN 2006. LE REPORTING DES DONATEURS MANQUE DE TRANSPARENCE**

VARIÉ EN 2005

Collectivement, les pays du G8 étaient loin du but en 2005 avec une augmentation de l'aide au développement de seulement \$1,6 milliard pour l'Afrique subsaharienne. Individuellement, les performances étaient variées. La liste ci-dessous reflète les flux d'AOD bilatéraux et multilatéraux combinés en faveur de l'Afrique, à l'exception de l'allègement de la dette nigérienne, et classés en fonction du niveau de changement dans l'aide au développement:

- La France a accru de \$911 millions son aide au développement envers l'Afrique, ce qui en fait la seule nation sur la bonne voie pour atteindre son objectif de 2010
- Les Etats-Unis ont accru de \$480 millions leur aide au développement en faveur de l'Afrique
- Le Royaume-Uni a accru de \$211 millions son aide au développement en faveur de l'Afrique
- L'Italie a accru de \$26 millions son aide au développement en faveur de l'Afrique
- L'Allemagne a diminué de \$1 million son aide au développement en faveur de l'Afrique
- Le Canada a diminué de \$10 millions son aide au développement en faveur de l'Afrique
- Les données pour le Japon ne sont pas encore disponibles³

DOIT MIEUX FAIRE EN 2006

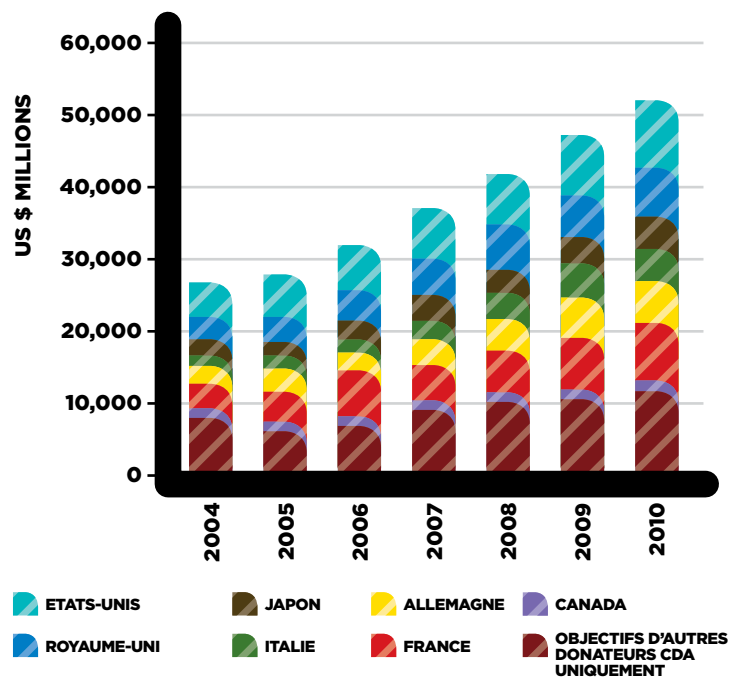
Selon les estimations de DATA, pour passer de la ligne de base de 2004 aux engagements cibles de 2010 par une simple trajectoire linéaire, une augmentation collective de \$3,5 milliards aurait été nécessaire en 2005, alors que les donateurs n'ont atteint au total que 1,6 milliard. DATA a par conséquent retracé la trajectoire, en tenant compte des objectifs intérimaires pertinents, pour estimer les augmentations requises pour repartir sur la bonne voie en 2006.

Collectivement, le G8 doit augmenter l'aide au développement en faveur de l'Afrique de \$4 milliards en 2006 afin de revenir sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de 2010.

EN 2006, CERTAINS ONT PLUS À FAIRE QUE D'AUTRES

- La France doit augmenter de \$269 millions son aide au développement en faveur de l'Afrique
- L'Italie doit augmenter de \$861 millions son aide au développement en faveur de l'Afrique
- Le Royaume-Uni doit augmenter de \$778 millions son aide au développement en faveur de l'Afrique
- Les Etats-Unis doivent augmenter de \$720 millions leur aide au développement en faveur de l'Afrique
- L'Allemagne doit augmenter de \$660 millions son aide au développement en faveur de l'Afrique
- Le Canada doit augmenter de \$144 millions son aide au développement en faveur de l'Afrique
- Les données pour le Japon ne sont pas encore disponibles mais si son montant pour 2005 étaient le même que son montant pour 2004, il serait nécessaire qu'il augmente de \$434 millions son aide au développement en faveur de l'Afrique.

AUGMENTATIONS ANNUELLES DE L'AOD NÉCESSAIRES POUR ATTEINDRE \$25 MILLIARDS SUPPLÉMENTAIRES D'ICI À 2010



MANQUE DE TRANSPARENCE

Les nations du G8 publient elles-mêmes leur rapport sur leur aide au développement à l'intention du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE). Le CAD fournit une analyse de ces flux à l'aide des données lui ayant été fournies, mais elle est limitée par la publication, la transparence et la ponctualité des donateurs. Les données sont donc limitées et par conséquent, notre capacité à juger des performances du G8 l'est également.

LES FACTEURS CONTRIBUANT À RENDRE LES DONNÉES TROUBLENT SONT ENTRE AUTRES:

LE RETARD ENTRE LA PROMESSE D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET LE FLUX D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT: Les donateurs publient un rapport sur les dépenses durant l'année civile donnée, ce qui signifie que les dépenses objets du rapport correspondent souvent aux décisions et processus budgétaires datant des années antérieures.

LE CARACTÈRE IRRÉGULIER DES PAIEMENTS ET DU REPORTING PRODUIT DES DONNÉES IRRÉGULIÈRES: Les dépenses d'aide au développement, qu'il s'agisse d'allègement de dette ou de paiements irréguliers à des institutions multilatérales, se font en bloc et de manière cyclique, ce qui signifie qu'un aperçu portant sur une année peut donner une image trompeuse. C'est principalement pour cela que DATA a fait la moyenne des paiements multilatéraux de 2004-2005 en vue d'uniformiser ces paiements en bloc.

LES RÈGLES COMPTABLES QUI SUIVENT LE DONATEUR ET NON LE BÉNÉFICIAIRE: Les règles officielles convenues pour décider de ce qui compte en tant qu'aide au développement permettent au G8 de tenir compte de l'allègement aux côtés d'autres sortes d'aide au développement, bien que chaque dollar d'allègement de dette comptabilisé par le donateur représente bien moins d'un dollar à la disposition du pays bénéficiaire pour lutter contre la pauvreté. L'augmentation de l'aide au développement de la France pour 2005 en constitue un exemple parfait, puisqu'il est possible qu'une partie de cette dernière soit constituée par des transactions d'allègement de la dette non-nigérienne.

L'ACCENT PORTÉ SUR LA QUANTITÉ, ET NON LA QUALITÉ: Nous ne disposons pas actuellement de moyens clairs pour mesurer la qualité de l'aide au développement, mais la Déclaration de Paris de 2005 a apporté des indicateurs pour mesurer les progrès. Le niveau auquel l'aide est liée est une variable substitutive. A l'avenir, si nous désirons vraiment améliorer la qualité de l'aide au développement, nous devons nous assurer que la mesure est prise au sérieux et que les objectifs sont atteints.

LES LEADERS EN TERMES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN FAVEUR DE L'AFRIQUE

La France est le seul pays sur la bonne voie pour atteindre son objectif de 2010, bien qu'il soit possible qu'une grande partie de ce montant soit constituée par l'allègement de la dette non-nigérienne. Bien qu'il soit loin d'atteindre ses promesses, le Royaume-Uni prépare une grosse augmentation sur plusieurs années, et les Etats-Unis ont également accru leur aide.

LES PAYS À LA TRAÎNE EN TERMES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN FAVEUR DE L'AFRIQUE

Les valeurs d'aide au développement de l'Allemagne et du Canada (sans l'allègement de la dette nigérienne) ont diminué en 2005. Le Japon n'a pas fourni de données et l'augmentation de l'Italie est trop loin du but.

LA MESURE DES PROGRES REALISES SUR LES ENGAGEMENTS DE GLENEAGLES: VIH/SIDA

Le G8 s'était engagé à fournir un accès « quasi-universel » (défini à 80% par l'ONUSIDA) au traitement salvateur de lutte contre le VIH/SIDA et de progresser vers une génération libérée du SIDA en Afrique.

RAPPORT SUR LES PROGRÈS DE 2006 EN MATIÈRE DE VIH/SIDA: **DES PROGRÈS IMPORTANTS ONT ÉTÉ RÉALISÉS EN 2004 ET 2005 EN MATIÈRE DE TRAITEMENT AU NIVEAU DE L'AFRIQUE, MAIS LE NIVEAU DES PROGRÈS DOIT DÉSORMAIS ÊTRE DOUBLÉ POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF. LES PREMIERS SIGNES DE 2006 INDIQUENT QUE CELA NE SERA PAS LE CAS.**

LES TRÈS BONS NIVEAUX DE PROGRÈS RÉCENTS DE 2004 ET 2005

- Au niveau mondial, les ressources disponibles pour la lutte contre le VIH/SIDA sont passées de seulement \$300 millions à la fin des années 90 à \$8,3 milliards en 2005
- En Afrique, le nombre de personnes traitées est passé de juste 100 000 en 2003 à 810 000 à la fin 2005

LES NIVEAUX D'AMÉLIORATION RÉCENTS DOIVENT MAINTENANT ÊTRE DOUBLÉS POUR POUVOIR ATTEINDRE L'OBJECTIF

- Au minimum, 5 millions de personnes nécessiteront un traitement, en Afrique seulement, d'ici à 2010, ce qui signifie que l'accès « quasi-universel » signifierait que nous arriverions à traiter au moins 4 millions, autrement dit 80% d'entre eux. En termes de traitement, si nous poursuivons notre croissance au même rythme que celle de 2003-2005, environ 2,6 millions d'Africains pourraient être traités d'ici à 2010, soit 1,4 millions de moins que notre objectif.
- Afin d'arriver à un traitement « quasi-universel », il serait nécessaire que nous donnions des ARV à 638 000 nouveaux patients chaque année, ce qui représente presque le double de la moyenne des 355 000 personnes mises sous traitement entre 2003 et 2005.

“
**Adoptons une
 gouvernance
 démocratique,
 protégeons les
 droits humains
 et ceux de
 l'environnement.
 J'ai toujours
 pensé que les
 solutions à
 nos problèmes
 devaient venir
 de nous.**
 ”

WANGARI MAATHAI
 Prix Nobel de la Paix

- De plus, l'intérêt et l'attention accrus portés au traitement ont eu pour effet de laisser dans l'ombre les objectifs moins facilement quantifiables mais tout aussi importants touchant à la prévention et aux soins. Une « génération libérée du SIDA en Afrique » ne deviendra pas réalité avant que l'on assiste à une augmentation sensible d'efforts de prévention équilibrés et à une amélioration des soins apportés aux personnes infectées, y compris à la population croissante d'orphelins. Une stratégie de santé publique équilibrée et scientifique est cruciale pour combattre le SIDA.

JUSQU'À PRÉSENT, POUR 2006, LA MOBILISATION DES RESSOURCES EST LOIN DU BUT

- Les donateurs doivent exploiter à fond tous les mécanismes de financement disponibles, notamment les programmes bilatéraux et filières multilatérales existants tels que le Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria. A la conférence de réapprovisionnement du Fonds Mondial qui a eu lieu en septembre dernier, immédiatement après la réunion du G8, le G8 a supprimé le financement de ce mécanisme vital. La récente réunion de haut niveau sur le VIH /SIDA de l'ONU n'a pas réussi à aboutir à un plan d'action pour atteindre les ambitieux objectifs de 2010.
- Les donateurs devront procéder au financement intégral du Fonds Mondial lors de la Conférence de réapprovisionnement de Durban les 4 et 5 juillet. La Conférence sur le SIDA de Toronto est une autre chance de se réengager envers des objectifs ambitieux sur la prévention, le traitement et les soins.

LES LEADERS EN MATIÈRE DE FINANCEMENT VIH/SIDA

Les Etats-Unis sont de loin le donateur le plus important en termes de volume ; le Royaume-Uni et la France tiennent la tête en contributions (en parts équitables) au Fonds Mondial.

LES PAYS À LA TRAÎNE EN MATIÈRE DE FINANCEMENT VIH/SIDA

La part de financement de la lutte anti-VIH/SIDA du Canada, de l'Italie, du Japon et de l'Allemagne est très inéquitable.

FRANCE

RAPPORT DE CHEF DE GOUVERNEMENT

«C'est la raison de l'effort que les Français acceptent en portant l'aide publique à 0,7% de notre PIB d'ici 2012. En dix ans, cette aide publique au développement aura plus que doublé. Et je me suis personnellement engagé pour convaincre l'Union européenne de faire de même d'ici 2015.»

JACQUES CHIRAC LE 3 DÉCEMBRE 2005

QUEL ÉTAIT L'ENGAGEMENT DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN 2005?

« La France a annoncé un calendrier visant à atteindre 0,5% de l'AOD par rapport au RNB en 2007, dont 2/3 en faveur de l'Afrique, ce qui représente au moins le double de l'AOD depuis 2000 et 0,7% de l'AOD par rapport au RNB d'ici à 2012 »

QU'A RÉALISÉ LA FRANCE EN 2005?

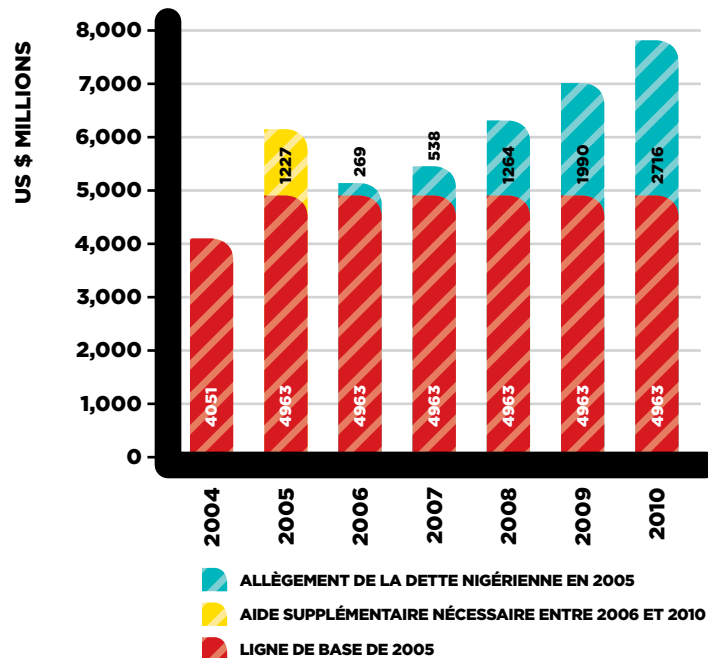
DETTE

- La France réapprovisionne la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement dans le cadre de l'IADM, et c'est le seul pays donateur ayant donné un engagement parlementaire exécutoire de 10 ans.

AIDE AU DEVELOPPEMENT

- La France a promis d'accroître l'aide au développement en faveur de l'Afrique de \$3,627 milliards d'ici à 2010, pour passer de \$4,051milliards en 2004 à \$7,678 milliards en 2010.
- Lorsque nous déduisons la dette nigérienne, et une fois que la moyenne sur 2 ans des paiements multilatéraux est faite, l'aide au développement de la France en faveur de l'Afrique a augmenté de \$911 millions entre 2004 et 2005, passant de \$4,051 milliards à \$4,963 milliards. Cette augmentation importante est hautement louable, mais elle intègre probablement une grosse proportion d'annulation de la dette comme cela a souvent été le cas par le passé dans l'aide française au développement.
- Pour rester sur la bonne voie pour 2006, la France doit accroître l'AOD en faveur de l'Afrique de \$269 millions en 2006, pour passer de \$4 963 milliards à \$5 232 milliards.

L'AOD DE LA FRANCE EN FAVEUR DES PAYS D'ASS ÉTAIT DE \$ 4,963 MILLIARDS EN 2005, EN EXCLUANT L'ALLÈGEMENT DE LA DETTE NIGÉRIENNE DE \$1,227 MILLIARDS



La contribution sur les billets d'avion, initiative pour laquelle la France a été pionnière, représente une avancée importante dans la recherche de méthodes de financement innovantes, et elle pourrait produire \$100 millions supplémentaires en 2006 de la part de la France seule, et atteindre \$200 millions les années suivantes. L'aide au développement de la France en faveur des PMD est non liée à 89%, ce qui signifie qu'elle est relativement non liée par rapport à certains autres membres du G8, mais elle reste inférieure à l'objectif de 100% d'aide non liée. La France a pris des dispositions budgétaires pour que son aide au développement puisse augmenter de manière alignée sur ses objectifs: 0,44% du RNB en 2005, 0,47% en 2006 pour atteindre 0,5% en 2007, ce qui représente les deux tiers de ce qu'elle devrait être pour l'Afrique.

COMMERCE

La France a toujours constitué un obstacle majeur à la réalisation d'une véritable série de négociations commerciales sur le développement. La France est l'obstacle principal à

une réforme sérieuse sur la PAC, et en tant que tel, a limité la capacité de l'UE à offrir des réductions plus conséquentes, que ce soit sur les subventions ou sur les tarifs agricoles; elle était par ailleurs l'un des 13 états membres de l'UE à avoir indiqué sa prise de position dans un mémorandum à l'intention des négociateurs commerciaux de l'UE.

PARAMÈTRES DE NÉGOCIATIONS COMMERCIALES DANS LE CADRE DE L'UE

- L'UE est le principal subventionneur de l'agriculture. L'UE s'est engagée à Hong Kong à supprimer les subventions à l'exportation, mais ces dernières ne représentent que 3,6% des dépenses de l'UE en matière d'agriculture. Des réformes ont été faites dans certains domaines, comme le sucre par exemple, mais il existe une forte résistance (en particulier de la part de la France) à introduire des réformes fondamentales sur la PAC avant 2013.
- Le programme Tout sauf les armes de l'UE (TSA) offre un accès hors taxe/hors quota à la quasi-totalité des produits originaires des PMD. Mais les barrières non tarifaires telles que les règles d'origine et les normes phytosanitaires ont pour effet de limiter la capacité des PMD d'Afrique à bénéficier entièrement de la TSA.
- La prise de position de l'UE est relativement progressiste concernant les traitements spéciaux et différentiels en faveur des PMD, mais elle poursuit agressivement ses intérêts commerciaux choquants par l'intermédiaire de négociations sur des accords de Partenariat Economique. Ces accords menacent de réduire l'espace politique à la disposition des pays en voie de développement pour concevoir leurs propres politiques économiques.
- A Hong Kong, l'UE a proposé d'accroître l'aide au commerce de €2 milliards (US\$2,5 milliards) par an d'ici à 2010, toutefois, cette allocation n'a pas été budgétisée et une partie de cette somme avait été intégrée à des promesses précédentes. Selon l'engagement d'aide de l'UE de 2005, au moins la moitié de cette somme devrait être destinée à l'Afrique

VIH/SIDA

- La France a promis une part largement équitable en faveur du Fonds Mondial. Lors de la dernière conférence sur le réapprovisionnement, la France a promis un total d'environ \$685 millions, dont environ \$289 millions pour 2006, et \$386 millions pour 2007.
- La France oeuvre également pour la Facilité Internationale d'Achats de Médicaments pour acheter des médicaments, dont les ARV. Cette opération est liée à la contribution sur les billets d'avion mentionnée précédemment. Les revenus générés par la contribution sur les billets d'avion française pourraient servir à l'achat de traitements antirétroviraux pour environ 1,3 million de personnes, et ainsi libérer une partie de l'AOD pour apporter des améliorations aux systèmes de santé.

LES PROGRES REALISES PAR RAPPORT AUX AUTRES PROMESSES

- Eau et assainissement: L'eau était une grande priorité lors de la conférence du G8 d'Evian. La France a fait une série de promesses, mais ces dernières représentent moins que ce qui avait été avancé par la commission Camdessus sur l'eau.
- Education: La France est l'un des principaux pays donateurs en matière d'aide au développement envers l'éducation, mais elle n'a pas encore pris d'engagement quant aux fonds de l'initiative accélérée. Les discussions se poursuivent.

DATA soutient le mouvement d'appel mondial à l'action contre la pauvreté, voir: www.whiteband.org

CANADA

RAPPORT DE CHEF DE GOUVERNEMENT

« Nous allons commencer par inverser un déclin qui dure depuis trop longtemps, et atteindre la moyenne des pays de l'OCDE »

STEPHEN HARPER 13 JANVIER 2006

QUEL ÉTAIT L'ENGAGEMENT DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN 2005?

« Le Canada va doubler son aide internationale entre 2001 et 2010, et faire passer l'aide en faveur de l'Afrique du simple au double de 2003-4 à 2008-9. De plus, le budget 2005 a fourni CAD\$342 millions d'aide supplémentaire (US\$282 millions) pour lutter contre les maladies qui affectent principalement l'Afrique.

Le fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique de CAD\$200 millions (US\$165 millions) fournira un capital-risque public-privé pour des investissements privés et le Canada fournira CAD\$190 millions (US\$157 millions) pour soutenir les efforts de l'UA au Darfour, ainsi que CAD\$90 millions (US\$74 millions) pour les besoins humanitaires. »

QU'A RÉALISÉ LE CANADA EN 2005?

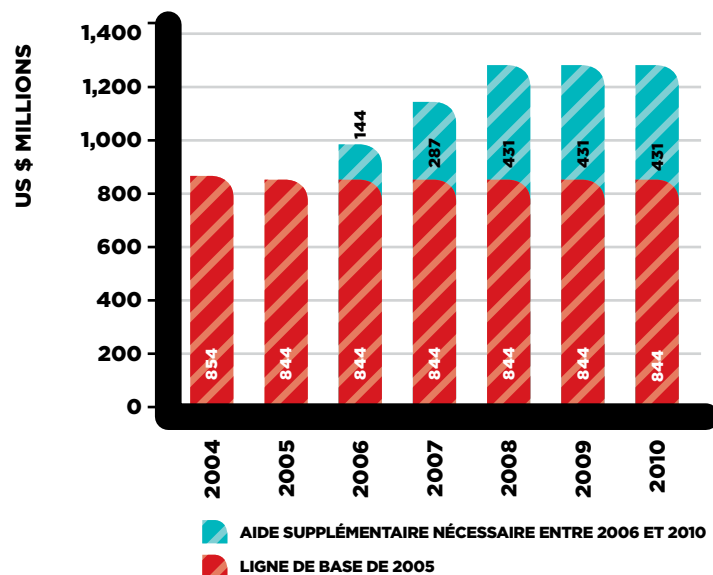
DETTE

- Le Canada participe entièrement au réapprovisionnement de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement au titre de l'IADM.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

- Le Canada a promis de doubler l'aide au développement en faveur de l'Afrique entre 2003-4 et 2008-9. En 2003-4, l'aide canadienne au développement de l'Afrique s'élevait à \$637 millions, un montant qui atteindrait \$1,275 milliards en 2008-9.⁴
- Après avoir fait la moyenne des paiements multilatéraux sur les deux ans, entre 2004 et 2005, l'aide au développement du Canada en faveur de l'Afrique a baissé de \$10 millions, passant de \$854 millions à \$844 millions.
- En janvier 2006, le Premier Ministre Harper a promis d'accroître l'aide globale au développement pour qu'elle atteigne le taux moyen du RNB de l'OCDE qui était de 0,47% en 2005, mais qui devrait être largement supérieur en 2010. Harper n'a pas précisé quelle proportion de cette somme serait destinée à l'Afrique, mais s'il reste fidèle à l'approche adoptée par le G8 depuis Kananaskis, ce que nous souhaiterions, il devrait augmenter son engagement en faveur de l'Afrique par rapport à celui de son prédécesseur, le premier ministre Martin. Harper a également promis son soutien à l'objectif de 0,7% courant 2005. Nous sommes maintenant dans l'attente de plans liés à un calendrier pour atteindre cet objectif d'ici à 2015.
- Le Canada lie encore 43% de son aide au développement, ce qui a pour effet de diminuer considérablement l'efficacité de ses flux bilatéraux d'aide au développement.
- Afin de rester sur la bonne voie dans son engagement visant à doubler l'aide au développement destinée à l'Afrique, le Canada doit accroître son AOD en faveur de l'Afrique d'au moins \$144 millions en 2006, pour arriver à un total de \$988 millions.

L'AOD DU CANADA EN FAVEUR DES PAYS D'ASS ETAIT DE \$ 844 MILLIONS EN 2005



COMMERCE

- Le secteur agricole du Canada est modérément subventionné par l'état. Lors des négociations de Doha, le Canada a promu des baisses du soutien national à l'agriculture et des tarifs plus bas et plus simples, qui favoriseraient tous deux le développement.
- Cependant, le Canada a cherché à limiter le traitement différentiel et spécial des pays en voie de développement et a fait pression en faveur de réductions des tarifs industriels et d'un nouvel accès aux marchés de services dans les pays en voie de développement en contrepartie d'une réforme sur les subventions agricoles et une baisse des tarifs.
- Le Canada offre un accès hors-taxe à tous les produits originaires des PVD, à l'exception des produits laitiers, volailles et oeufs, avec des règles d'origine bien plus généreuses que celles de l'UE. Le Canada maintient des tarifs élevés sur ces produits agricoles sensibles afin de gérer le niveau d'offre.

VIH/SIDA

- Le Canada n'a rien promis au Fonds Mondial lors de la Conférence de réapprovisionnement, bien qu'il ait depuis promis une contribution équitable. Il a annoncé un accroissement du soutien financier en novembre 2005 avec CAD\$60 millions (US\$49.5 millions) sous forme d'un éventail de mesures comme un financement de base de l'ONUSIDA, des investissements portant sur la mise au point d'un vaccin anti-SIDA, la promotion des droits juridiques de la femme et d'autres projets.
- Le Canada accueillera la 16ème Conférence Internationale sur le SIDA au mois d'août 2006, mais le Premier Ministre Harper a, à ce jour, décliné l'invitation d'y assister.

LES PROGRES REALISES PAR RAPPORT AUX AUTRES PROMESSES

PAIX ET HUMANITAIRE: Le Canada s'est montré très actif dans le domaine de la paix, de la stabilité et des réformes humanitaires: Il a apporté une contribution de CAD\$500 000 (US\$412 500) à l'Ecole de maintien de la paix de Bamako avec la promesse de faire de même en 2006 et, s'est engagé, à partir de mai 2005, à allouer une somme de CAD\$260m (US\$214,5 millions) pour la paix du Darfour, dont une aide humanitaire, ce qui le place à la troisième place des donateurs à la mission de l'UA au Soudan.

EDUCATION: L'éducation de base est une grande priorité et les engagements sont censés augmenter de 48% entre 2004-5 et 2005-6. Ils viendront compléter les augmentations régulières en déboursements bilatéraux dans le domaine de l'éducation de base réalisés sur les cinq dernières années.

DATA soutient la campagne canadienne « Abolissons la pauvreté » : www.makepovertyhistory.ca

ACRONYMES

AOD	Aide Officielle au Développement
CAD	Comité d'Aide au Développement de l'OCDE
FMI	Fonds Monétaire International
G8	Groupe des Huit: les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, le Canada et la Russie
IADM	Initiative de l'Allègement de la Dette Multilatérale
IDA	Association Internationale de Développement
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUSIDA	Le Programme Commun des Nations Unies Sure le VIH/SIDA
PAC	Politique Agricole Commune
PMD	Pays les moins développés
PVD	Pays en Voie de Développement
RNB	Revenu National Brut
UE	Union Européenne

¹ Les nations du G8 sont le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Russie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Ce rapport étudie les actions de tous les membres à l'exception de la Russie qui n'est pas un donateur du CAD de l'OCDE.

² Nous avons également choisi de nous concentrer sur ces quatre indicateurs parce que, bien que ces données soient loin d'être parfaites, elles sont de meilleure qualité et plus facilement disponibles que les données portant sur les autres promesses. Nous devons travailler en vue d'améliorer les jeux de données portant sur tous les engagements importants pris par le G8 à Gleneagles.

³ Bien qu'il n'y ait pas de données disponibles sur l'engagement du Japon vis-à-vis de l'Afrique, de premières indications de l'OCDE montrent une augmentation de l'AOD globale du Japon.

⁴ Toutes les estimations d'objectifs nationaux se basent sur les données du CAD. La valeur de 2003 est le montant communiqué par le Canada au CAD concernant l'aide au développement bilatérale et multilatérale en 2003, converti aux prix de 2004. Les données du CAD sont la norme convenue au niveau international et la seule source comparable d'un pays à l'autre. Dans le cas du Canada, cela peut signifier que la somme en devise nationale et en années fiscales devrait être plus ambitieuse que l'objectif figurant sur le rapport de DATA.

DATA vise à augmenter la sensibilisation et à faire jaillir une réponse face aux crises suivantes auxquelles l'Afrique est confrontée:

Dettes impossibles à rembourser, épidémie incontrôlée du SIDA, et règles de Commerce injustes qui maintiennent les Africains dans la pauvreté. Nous demandons aussi aux dirigeants africains de renforcer la démocratie, leur obligation de rendre des comptes et la transparence pour qu'un support accru serve les personnes qui en ont le plus besoin.

DATA fait partie d'une vague de mesures pour éradiquer le SIDA et l'extrême pauvreté en Afrique. Au cœur de la mission de DATA figure le fait que ces questions ne relèvent pas de la charité, mais de l'égalité et de la justice.

INFORMATIONS POUR CONTACTER DATA

DATA
1400 Eye St., NW
Suite 1125
Washington,
DC 20005

DATA
8 St James's Square
London
SW1Y 4JU

DATA
9201 Wilshire Blvd
Suite 107
Beverly Hills,
CA 90210

WWW.DATA.ORG



debt AIDS trade africa